

## **Les métiers du travail social : susciter l'intérêt et attirer les jeunes !**

Le **Haut conseil du travail social** a remis début décembre 2023 **un livre blanc du travail social** dans la continuité des travaux précédents comme les préconisations de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (2018-2022), les Etats généraux du travail social en 2013 (rapport Bourguignon) ou encore le livret vert du travail social en 2022.

Les enjeux sont conséquents face à la montée de la précarité et de la pauvreté (Fédération des acteurs de la solidarité) alors que les métiers du social traversent une crise d'attractivité et une perte de sens, « empêchent d'offrir une quelconque réponse digne de soutien ou d'accompagnement à ceux qui, dans un grand pays comme le nôtre sont en droit de l'attendre » (Mathieu Klein, Président du HCTS).

La Drees dans sa dernière enquête annuelle publiée en 2023 observe la **baisse du nombre d'inscrits** en 2022 qui s'inscrit dans une tendance générale depuis le début des années 2010 malgré un rebond en 2021 (+3,1%) .

L'organisme recense en 2022 58 000 étudiants dont 84% de femmes répartis dans les 13 diplômes d'Etat et 1 100 formations aux professions sociales en France métropolitaine du niveau 3 (CAP/BEP) au niveau 6 (licence) et 7 (master, DEA, titre d'ingénieur).

Pour retenir les données en 2021 qui concernent en particulier les formations niveau 6 après un Bac ST2S, on soulignera qu'on comptabilisait en première année 4913 étudiants en DEES, 2 649 en DEASS, 2 357 en DEJE et 1 943 en DECESF.

En 2022 4 200 étudiants ont interrompu définitivement leur formation, soit un taux de 7,2% (plus faible pour les diplômes de niveau les plus élevés), soit 6,3% en EJE, 5,7% en ES ou encore 5,3% en ASS.

Rappelons que selon le site « Vie publique », **71% des établissements du secteur rencontrent des difficultés de recrutement et que 30 000 postes sont vacants** alors que les organisations professionnelles anticipent 150 000 départs à la retraite d'ici 2025.

Dans une synthèse, le HCTS propose **14 recommandations** pour « impulser un nouvel élan collectif par l'engagement des pouvoirs publics et des acteurs locaux afin de réaffirmer la dimension fondatrice du travail social dans notre modèle de solidarité » (synthèse du rapport du HCTS).

On retiendra parmi ces recommandations :

- Faire évoluer la gouvernance des métiers et des compétences
- Recruter durablement
- Soutenir les parcours professionnels
- Consolider les parcours des étudiants et des stagiaires
- Engager une stratégie globale de communication autour des métiers

La partie 3 du livre explicite les réponses pour donner « **l'envie au-delà des stéréotypes** de genre et des représentations sur l'aspect vocationnel des métiers ».

Elle suggère d'organiser la communication autour des métiers pour s'adapter notamment aux attentes des jeunes et pour cela de cibler les acteurs de l'orientation comme l'Education nationale, les Missions locales ...

Dans un second point, le rapport suggère de rendre la **formation initiale et continue plus attractive** et appelle l'Etat à procéder à la révision des certifications qui lui incombent avec une seule commission qui regroupe les diplômes d'Etat de la cohésion sociale et de la santé afin de faciliter les passerelles, équivalences, allègements de formations potentiels.

Le HCTS remarque cependant que la construction d'une **nouvelle architecture des diplômes** au service d'une complémentarité des métiers reste un sujet, objet de débat, ainsi la construction d'un socle commun aux diplômes n'a toujours pas abouti !

En conclusion de ce chapitre, les auteurs proposent la création d'un **Observatoire des emplois** et des compétences dédiées au secteur social et médico-social comme préalable pour répondre aux enjeux de lisibilité et de structuration du paysage des certifications professionnelles.